

PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Elections et de la Police Administrative

A.P. n° 2012038-0001

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

LABO-SERVICES
ZA de l'Artel
82100 CASTELSARRASIN

ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LE TABLEAU DE CLASSEMENT DES
INSTALLATIONS CLASSEES

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

Vu le titre I^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le titre I^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R.511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les décrets n°2009-1341 du 29 octobre 2009, n°2010-369 du 13 avril 2010 et n°2010-875 du 26 juillet 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu la circulaire DGPR n°DEVP1029816C en date du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n°2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral n°96-0197 du 22 février 1996 autorisant la Société De Collecte de Déchets Liquides (SOCODELI) à exploiter une station de transit, stockage ou regroupement d'huiles usagées, de solvants et autres déchets industriels provenant d'installations classées sur le territoire de la commune de CASTELSARRASIN (82100), Z.A. de l'Artel ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 28 novembre 2000 délivré à la société WATCO ECOSERVICE (SAS) ;

Vu le récépissé de déclaration n°2585 du 19 décembre 2000 délivré à la société WATCO ECOSERVICE (SAS) pour l'exploitation d'un stockage de palettes (rubrique n°1530) ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 2 mars 2006 délivré à la société LABO-SERVICES ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011060-0003 du 1^{er} mars 2011 portant délégation de signature de Madame Violaine Démaret, secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 11 avril 2011 fournissant les éléments nécessaires de comparaison et d'évaluation entre les critères de classement vis-à-vis des anciennes rubriques et justifiant le reclassement dans les nouvelles, ainsi qu'un projet de nouveau tableau de classement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 janvier 2012 ;

Considérant que le classement administratif des installations classées exploitées par la société LABO-SERVICES sur le territoire de la commune de CASTELSARRASIN, ZA de l'Artel, nécessite d'être mise à jour au vu des évolutions réglementaires de la nomenclature ;

Considérant que les prescriptions techniques actuelles réglementant le site (annexées à l'arrêté préfectoral du 22 février 1996 modifié cité ci-dessus) sont suffisantes et n'ont pas à être modifiées ;

Considérant que le présent arrêté n'impose pas de nouvelles prescriptions, ni ne porte sur l'abrogation de certaines prescriptions existantes, il n'est pas nécessaire de soumettre cette affaire à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : SITUATION ADMINISTRATIVE

Le tableau de classement des activités du site figurant à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°96-0197 du 22 février 1996 autorisant la Société LABO-SERVICES à exploiter une station de transit, stockage ou regroupement d'huiles usagées, de solvants et autres déchets industriels provenant d'installations classées sur le territoire de la commune de CASTELSARRASIN (82100), Z.A. de l'Artel, est remplacé par le suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
2717.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement	Tri, transit regroupement de déchets dangereux	Huiles usagées : 400 m ³ Solvants usagés et autres déchets dangereux : > 192 m ³	A
2790.1b	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement 1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses	Regroupement en benne de solides organiques et emballages souillés	-	A
1532.2	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues	Stockage de palettes	2 026 m ³	D
2791.1b	Installation de traitement de déchets non dangereux	Regroupement en benne de solides organiques et emballages souillés non classés Regroupement et décantation d'eaux souillées non classées	< 10 t/j	DC
2795.2	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses	Lavage de caisses de conditionnement	Qté d'eau mise en œuvre < 20 m ³ /j	DC
2713	Installation de transit, tri, regroupement de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	Tri d'emballages métalliques	< 100 m ²	NC
2714	Installation de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Tri d'emballages de papiers/cartons, plastiques	< 100 m ³	NC
2716	Installation de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux non inertes	Transit, tri, regroupement de déchets non dangereux (code CED de la nomenclature européenne sans astérisque)	< 100 m ³	NC

A : Autorisation ; D : Déclaration ; DC : déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'Environnement ; NC : Non Classé

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°96-0197 du 22 février 1996 autorisant la société LABO-SERVICES à exploiter une station de transit, stockage ou regroupement d'huiles usagées, de solvants et autres déchets industriels provenant d'installations classées, restent inchangées.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 4 : EXECUTION

- La Secrétaire Générale de la Préfecture,
- Le Sous-Préfet de Castelsarrasin,
- Le Maire de Castelsarrasin,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la société LABO-SERVICES à Castelsarrasin.

A Montauban, le - 7 FEV. 2012
Le préfet,

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Violaine DÉMARET